



Dans quelle Europe de demain voulons-nous vivre?

Pour une modernisation écologique, sociale et démocratique de l'UE !

Zentrale Anregungen des Mouvement Ecologique für die Europawahlen 2019



**mouvement
écologique**

LEIT BRAUCHE VISIOUNEN / VISIOUNE BRAUCHE LEIT

6, rue Vauban - L-2663 Luxembourg www.meco.lu - Tel. 43 90 30-1

**EU-Wahlen
2019**

**VIRSCHLÉI VUM
MOUVEMENT ECOLOGIQUE**

Impressum

Mouvement Ecologique asbl

Tél. 43 90 30-1 – Fax 43 90 30-43
CCPL: LU16 1111 0392 1729 0000
e-mail: meco@oeko.lu
www.meco.lu
Mouvement Ecologique asbl

Secrétariat

6, rue Vauban (Pafendall) – Luxembourg
Tél. 43 90 30-1

Permanence

Lundi - jeudi: 8.00 - 12.00 et 14.00 - 17.00 heures
Vendredi: 8.00 -12.00 heures, fermé l'après-midi

EU-Wahlen 2019



**mouvement
écologique**

BRAUCHE VISIOUNEN / VISIOUNE BRAUCHE !

Dans quelle Europe de demain voulons-nous vivre?

Pour une modernisation écologique, sociale et démocratique de l'UE!

Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, les citoyen/nes de l'Europe prennent conscience que l'Union européenne se trouve confrontée à des questions fondamentales liées à son développement:

L'UE réussira-t-elle à se muer en une véritable communauté de valeurs, qui place l'accent e.a. sur la démocratie, la justice sociale, la préservation de nos bases vitales naturelles, et sur des conditions équitables en matière d'échanges commerciaux internationaux? Ou bien consolidons-nous une Union qui se développe aux dépens des pays de l'hémisphère sud, qui fait progresser la surexploitation de notre planète, qui présente d'énormes déficits sur le plan démocratique et qui privilégie des vues économiques néo-libérales par rapport à l'intérêt général et au bien commun?

Destruction des ressources naturelles, perte de biodiversité, changement climatique, questions migratoires, inégalités sociales découlant e.a. de la politique économique et sociale d'aujourd'hui : la relève des énormes défis de notre temps ne peut être abordée et résolue que par l'ensemble des États membres, toutes forces réunies!

Par conséquent, la question que nous devons nous poser n'est pas: «Voulons-nous davantage ou moins d'ingérence de l'UE?» – mais plutôt: «A quoi devrait ressembler l'Europe dans laquelle nous voulons vivre demain?»

Au niveau européen, tout comme au Luxembourg, c'est finalement le modèle socio-économique qui fait l'objet du débat !

*«Une société de liberté et de solidarité, ainsi qu'un environnement vivable et intact ont le potentiel de devenir l'élément fédérateur pour une Europe durable et démocratique. (...)
Au cours des cinq prochaines années, l'UE doit initier et*

promouvoir la transformation environnementale, sociale et politique. *L'UE a besoin d'une transition durable en matière d'énergie et de transport, d'une décarbonisation cohérente de l'industrie et d'une réorientation fondamentale de la politique agricole, soutenue par une offensive dans la protection de la nature et la conservation des espèces. L'objectif est de consommer nettement moins d'énergie, de ressources et de surfaces et de préserver nos ressources naturelles ici et dans le monde entier», déclare l'association Deutscher Naturschutzring – appuyée en ce par plus de 90 associations issues des domaines de l'environnement, du Tiers Monde, de l'agriculture, du social et de la politique - dans l'introduction de ses revendications pour les élections européennes.*

Quelle direction l'UE va-t-elle notamment prendre dans la réforme de la politique agricole commune (PAC) ? Pour quel développement optera-t-elle lors du prochain débat sur la réglementaire des multinationales, lors de l'orientation des accords de libre-échange ou de la révision de la directive-cadre sur l'eau?

La liste des exemples pourrait s'allonger indéfiniment et démontre qu'il est du devoir du prochain Parlement européen de poser les jalons pour une réorientation fondamentale de l'UE vers une communauté de valeurs, vers un véritable développement durable. Une telle approche aurait finalement aussi le mérite de pouvoir couper l'herbe sous le pied des populistes.

Le Mouvement Écologique attend des partis luxembourgeois qu'ils défendent et s'engagent en faveur de l'équité écologique et sociale, du respect de la démocratie et de l'État de droit, de l'égalité et de la solidarité en tant que modèles pour notre société. Ceci sans aucune restriction, sans se perdre dans le pragmatisme quotidien ou se soumettre à de prétendues contraintes à court terme.

Élections européennes 2019:

Construire une Europe plus durable, plus écologique, plus sociale et plus démocratique!

Lignes directrices pour la future politique de l'UE

1. Offrir de nouvelles perspectives au développement durable – établir la préservation des écosystèmes et des bases vitales comme ligne directrice majeure

Pour toutes les décisions qu'elle est amenée à prendre, l'UE doit faire de la préservation de nos moyens d'existence naturels (biodiversité, air, eau, sol, climat) sa ligne directrice majeure. Ce faisant, les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) doivent fournir la base supplémentaire pour l'avenir de l'Europe et être systématiquement mis en œuvre. Les ODD devront non seulement être considérés dans le cadre des décisions politiques prises au sein de l'UE elle-même, mais également dans le contexte des relations et accords internationaux.



Le développement durable et les bases vitales de notre existence doivent donc être consolidés en tant que principe directeur majeur et prioritaire de l'UE !

2. Pour une Europe sociale forte

Le modèle social européen devrait de plus en plus fournir une protection complète et équitable à tous les citoyens, atténuer la pauvreté et offrir à chacun la possibilité de se développer. A l'avenir, des thèmes comme : un travail et un revenu décents, la sécurité sociale, la réduction de l'écart entre les riches et les personnes défavorisées (tant à échelle mondiale qu'européenne), l'accès au système de santé public et un logement abordable pour tous, la justice environnementale, l'égalité des chances en matière d'éducation, l'égalité entre



les hommes et les femmes, ... et bien d'autres encore devront davantage figurer parmi les priorités de l'Union européenne.

3. Rendre les structures de l'UE plus démocratiques et créer la transparence - construire une véritable Europe des citoyens

Aux yeux de nombreux citoyen/nes, les processus décisionnels de l'UE semblent être anti-démocratiques. L'image qu'ils ont notamment de la Commission européenne est celui d'une Commission qui ignore les citoyens et qui prend des décisions non-transparentes. Ce qu'il faut, c'est une Union européenne démocratique ouverte au peuple, dotée de structures et de processus décisionnels transparents et compréhensibles. Les réunions du Conseil et du Parlement, par exemple, doivent pouvoir être suivies par le public. Le lobbying doit être exposé et réglementé – et cela non seulement par le biais d'un registre contraignant.

Les citoyens doivent au-delà pouvoir bénéficier de droits renforcés en matière de participation et d'accès à l'information, et ce à tous les niveaux. Nous devons créer une UE participative, qui garantit le droit à l'information, qui - dans le domaine de l'environnement - met pleinement en œuvre les exigences



de la Convention d'Aarhus sur la participation précoce des citoyens et associations, et qui améliore les voies de recours contre des décisions, etc.

Ces éléments seront de nature à renforcer la légitimité de l'UE, à garantir un engagement plus équilibré des groupes d'intérêt et à réduire les conflits d'intérêts.

4. Réformer le modèle économique tout en respectant les limites imposées par notre planète

Au niveau de l'UE en particulier, la maxime d'une croissance économique illimitée sur une planète limitée s'applique toujours. Alors que notre actuel modèle économique est plutôt associé à la déréglementation, à l'exploitation du tiers monde, à la perte de nos moyens de subsistance, aux tensions sociales, etc. L'orientation vers un modèle économique européen, qui se découple du dogme de la croissance, qui privilégie le bien-être des gens et ne poursuit pas la mondialisation déréglementée et l'augmentation des profits des entreprises comme ligne directrice, s'impose de toute urgence.



Nous avons besoin d'un modèle économique qui tienne compte des limites de la résilience de la planète et qui sert principalement le bien-être des citoyen/nés. Les exigences à satisfaire dans ce contexte sont les suivantes: création d'un PIB du bien-être, mise en œuvre d'une réforme fiscale durable, garantie cohérente d'une économie circulaire, réduction sensible de la consommation de ressources par l'évitement, le recyclage et la réparation comme objectifs clés, interdiction de l'«obsolescence», promotion de l'intérêt général et du bien commun, etc.

Par ailleurs, aussi à échelle européenne, la mise en place d'un cadre politique pour la digitalisation s'impose, ceci afin d'éviter que cette dernière ne vienne pas renforcer la consommation et la soif d'énergie, mais qu'elle soit plutôt mise au service de la protection des ressources. Au-delà, il échet de prendre des mesures de protection des données.

5. Suffisance et durabilité en tant qu'idéal social

Il est impératif et incontournable de questionner notre mode de vie ainsi que l'orientation fondamentale du système économique axé sur une constante augmentation de la consommation et de la productivité, en raison des conséquences négatives qui y sont associées. L'accent doit être mis sur le bien commun - tout en respectant l'équité distributionnelle - et non pas sur l'accroissement constant des biens matériels.



Au-delà de la promotion de l'amélioration de l'efficacité technique pour résoudre les problèmes environnementaux et climatiques, un accent renforcé doit être mis sur la suffisance et sur la longévité. Il est du devoir de l'UE-aussi d'appuyer davantage - par des mesures de soutien appropriées ainsi que par des directives, respectivement par l'intégration du principe dans les directives sectorielles - notamment les nouveaux modèles de vie, les initiatives visant le bien commun, la régionalité tant au niveau national que transfrontalier, ou encore les nouvelles formules d'aménagement du temps de travail, etc.

6. Orienter le budget de l'UE selon les objectifs de durabilité

Le budget actuel de l'UE est en grande partie incompatible avec les objectifs européens et internationaux en matière de durabilité, de climat et de protection de l'environnement. La politique budgétaire d'aujourd'hui n'assure pas la transformation nécessaire pour renforcer les priorités en matière de climat et d'environnement après 2020.



Le budget de l'UE devrait - en tant que cadre pour les décisions sectorielles - promouvoir la durabilité, la justice économique et la prospérité, ceci par l'accroissement des investissements dans les infrastructures sociales, l'éducation, la culture, la protection du climat, la biodiversité, l'équité sociale, etc.

Entre autres choses, il faut mettre en place un cadre financier pluriannuel (CFP) pour les projets de développement durable. Parallèlement, il échet d'abolir les subventions environnementales préjudiciables au climat de manière cohérente, et de réorienter les pratiques de subventionnement existantes (notamment au niveau de la politique agricole).

7. Préserver la biodiversité en tant que priorité absolue

Nous connaissons aujourd'hui une perte de la biodiversité qui a pris des proportions dramatiques, en particulier en ce qui concerne la disparition des insectes. Aussi importantes que les directives de conservation adoptées à ce jour au niveau de l'UE soient, elles sont loin d'être suffisantes pour mettre fin à la perte de nos moyens de subsistance. Afin de garantir leur protection, une profonde réforme de la politique agricole commune s'impose d'abord, tout comme une forte réduction voire même l'interdiction à moyen terme des pesticides, d'un côté, mais aussi une stratégie renforcée pour la préservation de la biodiversité, une offensive ciblée pour la protection des insectes, un net renforcement des investissements au profit de la préservation de la biodiversité, la répression cohérente des infractions, la protection ciblée des espèces (protection des oiseaux, protection des grands prédateurs, prévention du commerce de la faune) et une halte à l'alarmante perte forestière, de l'autre côté.



Avec la directive-cadre sur l'eau, l'UE a certainement mis de nouveaux accents dans le sens de la protection de l'eau. Il est important de les renforcer davantage au moment du bilan de cette directive si importante, afin que cette ressource vitale qu'est l'eau soit finalement protégée de manière adéquate.

8. Politique agricole : tourner le dos au marché mondial et s'orienter vers des formes de production durables

La perte dramatique de la biodiversité est accompagnée d'une disparition dramatique des exploitations agricoles. Pour contrer ces deux problèmes, une réforme fondamentale de la politique agricole commune s'impose.

Nous devons nous éloigner d'une politique agricole qui est principalement axée sur le marché mondial, et nous orienter vers une souveraineté alimentaire progressive, vers la promotion de l'agriculture biologique, respectueuse de l'exploitant, de l'environnement et des animaux, qui privilégie les chaînes de valeurs régionales et dont les paysages agricoles sont structurellement riches. Des normes écologiques minimales doivent s'appliquer, la protection de la biodiversité doit être accentuée, la protection de l'eau et des sols doit être reconnue comme prioritaire, la protection des sols doit être garantie et les objectifs énergétiques et climatiques conformément aux accords de Paris sur le climat doivent être reconnus et adoptés.

L'orientation de base sera e.a.: «L'argent public pour les prestations publiques, au lieu des primes forfaitaires».

9. Aider la protection du climat à faire une percée

Avec les accords de Paris, l'Europe s'est engagée à limiter les hausses de température à 1,50 Celsius. Cela signifie que l'Europe doit avoir réalisé une décarbonisation complète de son économie jusqu'au milieu du siècle, au plus tard - alors que jusqu'en 2040 aurait été plus approprié, vu les défis. La sortie des combustibles fossiles devra se faire de manière cohérente, l'efficacité énergétique devra être renforcée, des économies d'énergie devront être réalisées et la part des énergies renouvelables devra être augmentée de manière considérable. Ce faisant, les technologies non durables, les bioénergies non-viables et l'énergie nucléaire appartiendront définitivement au passé.



Le rapport spécial du groupe d'experts intergouvernemental réunis au sein du Conseil mondial du climat (IPCC) sur l'évolution du climat a également montré que l'actuelle politique européenne ne répond aucunement aux objectifs de Paris. La protection du climat nécessite des changements fondamentaux tant économiques que sociaux, et en partie aussi des mesures d'accompagnement, telle e.a. la taxation du CO₂ à échelle européenne. Qui plus est, la période pendant laquelle il s'agira de mettre en œuvre des mesures profondes et durables, est très courte. Selon le rapport du IPCC, il ne nous reste à peine une décennie pour éviter la catastrophe climatique.

10. Assurer la protection de l'environnement et de la santé

Les coûts globaux dus aux effets nocifs des produits chimiques sont estimés à plus de 10% du produit intérieur brut (PIB) mondial. En même temps, dans l'UE, plus de 430 000 personnes devraient mourir prématurément chaque année en raison de la pollution atmosphérique.



Il est indiqué de concevoir une stratégie européenne pour un environnement exempt de toxiques, qui pourrait également servir de base pour des développements similaires dans d'autres régions du monde.

Au niveau européen, il s'agira de garantir la bonne transposition d'un ambitieux huitième plan d'action en faveur de l'environnement, et d'adopter des normes plus strictes dans le cadre du contrôle des résultats de la directive sur la qualité de l'air, ainsi qu'une continuation - et surtout aussi transposition - bien plus dynamique et davantage accentuée sur la protection de la santé, de la directive européenne REACH relative aux substances chimiques.

11. Garantir un tournant durable dans les transports

Les énormes problèmes de la mobilité qui se posent aujourd'hui sont aussi le résultat d'une mondialisation débordante qui est accompagnée d'un volume de transports de marchandises devenu inacceptable, d'une logique économique du «just in time», qui conduit parfois à des conditions de travail socialement problématiques dans le secteur des transports.

De même, l'accroissement rapide du trafic aérien nous mène dans une impasse. Ceci à la fois du point de vue de la politique des transports que du point de vue de l'environnement, de la santé et de protection du climat. Un changement radical s'impose par conséquent!



Ce changement exige e.a. le transfert de la politique européenne en termes d'investissement (loin des projets routiers écologiquement et économiquement contestables) vers une expansion cohérente des infrastructures ferroviaires et des voies navigables, un transfert du fret vers le rail, la mise en place de contraintes plus strictes pour les camions et les voitures, ainsi que l'introduction d'une taxe sur le kérosène pour freiner sensiblement le trafic aérien.

12. Assurer la recherche dans l'intérêt du bien commun!

Les priorités (politiques) fixées dans le cadre de la recherche ont un impact décisif sur l'avenir de nos sociétés et de notre planète. La politique de recherche de l'UE devrait contribuer beaucoup plus qu'aujourd'hui, à faire de l'Europe et du monde un espace de vie écologiquement durable, pacifique et sain.

La recherche de l'UE devrait être caractérisée par des processus décisionnels démocratiques, être principalement au

service du peuple et respecter les limites de notre planète. Elle devrait s'éloigner des modèles économiques à forte croissance, axés sur les ressources.



De même, les budgets de l'armée et de l'économie ne doivent pas être prioritaires par rapport aux thèmes et besoins sociaux et écologiques.

La recherche et l'innovation doivent être axées sur la relève des grands défis que sont l'équité sociale ainsi que la lutte contre le changement climatique, la perte de la biodiversité et la pénurie des ressources.

Dans cet ordre d'idées, tous les investissements et mesures de soutien de projets nucléaires (dont notamment ITER) sont à rejeter! Les Fonds attribués pour la recherche ne doivent pas être investis dans de telles technologies à risque, mais plutôt dans les technologies d'avenir et énergies renouvelables, respectivement dans la protection du climat.

13. Réformer les accords commerciaux

La réorganisation du commerce mondial (plutôt que d'aller vers une politique commerciale néolibérale) devrait se caractériser par des critères équitables, sociaux, environnementaux et démocratiques. Surtout, il est impératif de mettre fin à l'exploitation du dit Tiers Monde par les accords de libre-échange.



Les accords commerciaux doivent bénéficier à l'ensemble des citoyen/nes, salariés et PME. Les accords de commerce et d'investissement doivent être fondés principalement sur le bien-être commun et l'intérêt public - et non p.ex. sur la réduction de coûts ou d'autres charges pesant sur les entreprises.

Les accords de Paris sur le climat, le principe de précaution, la prévention de la dégradation de l'environnement et les

dispositions non préjudiciables devraient être inclus, tout comme les normes sociales, par exemple, dans des chapitres juridiquement contraignants et exécutoires sur le développement durable. Les tribunaux d'arbitrage, qui représentent une sorte de justice parallèle, ainsi que les droits spéciaux ou préférentiels existants, au profit des investisseurs, devront être supprimés.

Les accords existants doivent être modifiés conformément à ces principes - les accords à venir devront impérativement les prendre en considération.

14. L'UE en tant qu'organe de consolidation de la paix

Le réarmement militaire qui est opéré actuellement, tant à l'échelle européenne que mondiale, risque de mettre en péril cette architecture de sécurité européenne qui nous garantit la paix depuis des décennies, aussi au Luxembourg. Le Mou-

vement Écologique soutient une politique qui mise sur les solutions civiles et non militaires, et qui combat les causes de la migration et non les migrants; le Mouvement Écologique soutient une politique qui vise à établir des relations commerciales équitables plutôt que la guerre, la faim et l'exploitation économique, ... et lance un appel à participation pour la marche de Pâques 2019.



Le rôle du Luxembourg dans l'UE

Dans deux mois, des élections auront lieu au niveau européen. A ce jour, hormis les noms des candidats sur les listes électorales, nous ne connaissons que très peu de détails sur les thèses majeures des différents partis politiques dans le contexte de ces élections.

Il s'agit là d'une thématique très insatisfaisante des sujets de la politique européenne, mais qui est malheureusement un exemple typique de la réalité politique d'aujourd'hui. C'est ainsi que la position du gouvernement luxembourgeois et de divers ministères face à des questions européennes clés fait rarement l'objet d'une discussion publique préalablement menée au niveau de l'UE. Souvent même, nous ignorons complètement la position adoptée par le Luxembourg. A noter également que finalement la Chambre des députés n'est qu'occasionnellement saisie pour des matières européennes, même si cela se fait aujourd'hui un peu plus souvent que dans le passé!

La même chose vaut en matière de vote au sein du Parlement européen, lorsque des dossiers cruciaux sont soumis aux votes des eurodéputés. Leurs comportements (de vote) ne sont guère rendus publics.

La politique européenne est tout au plus thématique au Luxembourg lorsqu'il s'agit de questions financières ou fiscales, et même dans ces contextes, une nouvelle fois, tout débat contradictoire fait défaut. Ainsi nous gagnons l'impression (probablement justifiée) que le Luxembourg se montre moins favorable à une politique prospective et plus susceptible de s'exprimer lorsque certains privilèges doivent être défendus ou encore lorsqu'il s'agit de parer à d'éventuelles conséquences négatives pour notre pays. Prenons l'exemple de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, où le Luxembourg a posé un frein. Ou encore la discussion autour d'une taxe sur les services numériques : le Luxembourg a longtemps affiché une attitude plutôt négative et ne joue pas véritablement le rôle de moteur pour le moment. Face à de telles questions de taille sur l'avenir, freiner ou attendre est le maître mot (avec l'importante exception de la confrontation aux stratégies climatiques).

Notre pays aime souligner qu'il vaut mieux discuter et décider de pareilles mesures au sein de l'OCDE, ce qui est certainement vrai. Mais tout le monde sait qu'elles risquent ensuite d'être renvoyées aux calendes grecques et - probablement, en partie - de ne jamais être transposées.

La question qui se pose est donc de savoir de quel côté le Luxembourg se positionnera dans les années à venir: en tant que partisan du statu quo politique ou bien en tant que fervent défenseur d'une transformation démocratique, sociale et écologique de l'UE?

Nota bene: le défi est non seulement lancé aux députés du Parlement européen, mais également aux partis politiques!

Les idées et propositions du Mouvement Écologique énoncées dans le cadre des élections européennes 2019 s'adressent principalement aux partis politiques, au-delà des candidats. Le Mouvement Écologique estime que les partis en particulier doivent davantage annoncer la couleur et prendre clairement position par rapport à la politique de l'UE. IL est tout à fait inacceptable que les députés du Parlement européen soient en partie considérés comme des «électrons libres» et qu'ils puissent exprimer leurs votes en dehors des orientations politiques de leurs partis. Le Mouvement Écologique s'attend à ce que des déclarations bien plus claires soient faites par les différents partis sur les votes cruciaux au sein du prochain Parlement, lors de la période de législation à venir!